

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À RADIO FRANCE D'OUTRE MER, SUR LES RELATIONS FRANCO-AFRICAINES, PARIS, MERCREDI 12 NOVEMBRE 1986.

12 NOVEMBER 1986 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président, demain commence à Lomé le 13ème sommet franco-africain, ce sera le 6ème sommet auquel vous participez. Que représentent, pour vous, ces sommets ?

- LE PRESIDENT.- Une grande circonstance de politique internationale puisqu'il s'agit de réunions où se retrouvent, en moyenne, quinze à vingt chefs d'Etat et les représentants de trente à trente-cinq pays. C'est la possibilité, pour la France, de retrouver une fois de plus ses partenaires habituels et quelques autres qui viennent s'agréger à ce débat très intéressant. Enfin, pour moi, en qualité de Président de la République, c'est une occasion unique de débattre avec tous les grands responsables africains - directement - pendant plusieurs jours, et à fond. Je m'en réjouis.\

QUESTION.- Cela fait maintenant une quarantaine d'années que vous êtes parti à la découverte de l'Afrique. Pendant cette période, vous avez pratiquement visité tous les pays, (vous l'aurez fait après le périple que vous entreprenez). Vous avez rencontré tous les chefs d'Etat, vous avez vécu toute l'histoire de ces pays : lorsque vous évoquez vos relations avec l'Afrique, quels souvenirs, quels personnages, quelle image vous vient à l'esprit ?

- LE PRESIDENT.- La réponse est un peu difficile ! En effet, j'ai visité l'Afrique ou certains pays d'Afrique pour la première fois en 1947 et j'y suis retourné pratiquement chaque année plusieurs semaines, parfois plusieurs mois par an, pendant quinze ans, et j'y retourne encore.

- Les pays que je vais visiter, Togo, Guinée, Mali, Burkina Faso, sont des pays que je connais déjà. J'avais dans les années 1950 à 1960 visité à peu près tous les pays d'Afrique, à l'exception du Sud, ni l'Afrique du Sud, ni les pays directement mitoyens. Cette expérience me permet de mieux juger aujourd'hui les intérêts, les chances d'avenir et les réalités africaines.

- Vous me dites quel homme ? C'est difficile à dire. Au fond, on reste toujours marqué par ses premiers souvenirs. Et si l'on a pu connaître cette heureuse évolution des relations entre la France et l'Afrique, c'est dû à quelques hommes, spécialement autour d'Houphouët-Boigny, avec le Rassemblement démocratique africain - un grand mouvement d'affirmation de personnalités africaines - qui devait tendre à l'indépendance et qui, en même temps, rassemblait la plupart de ceux qui devaient devenir les inspirateurs et les animateurs de l'Afrique moderne.

- Alors, vous me dites un personnage : Félix Houphouët-Boigny et deux autres qui ont disparu, qui étaient ses amis, ses compagnons, ses collaborateurs et je pense à Mamadou Conaté (Mali) et à Ouézin Conibali (Haute-Volta devenue Burkina Faso). D'autres encore, mais c'est avec ces trois hommes-là, qui ont été des responsables de grand tempérament et de grande envergure que nous avons pu vraiment, - je crois pouvoir le dire - bâtir le devenir de l'Afrique francophone. Parce qu'il y avait des personnages de très grand tempérament que j'ai connus, - aussi bien Sékou Touré que des personnages qui n'appartenaient pas au RDA, Senghor, par la suite, quand nos relations se sont institutionnalisées après l'ère coloniale - je crois pouvoir dire que nous avons contribué puissamment à ce qu'on en sorte dans l'amitié. Mes relations se sont davantage singularisées avec deux grands leaders et toujours Houphouët-Boigny et Léopold Sédar Senghor que je connaissais moins à l'époque et qui est devenu un ami avec lequel j'entretiens encore des relations constantes. Voilà quelques noms. Mais je crains d'être injuste à l'égard de quelques autres qui ont été très proches de mon coeur.\

QUESTION.- Lorsque l'on évoque les relations entre Paris et les pays africains, notamment dans la presse française, on emploie souvent le terme "d'affaire" : affaire des diamants, affaire de Bujumbura pour n'en citer que deux.

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas d'affaire de Bujumbura. Vous voulez dire l'affaire Carrefour du Développement. Ce n'est pas la même chose.

- QUESTION.- Et lorsqu'on ne parle pas d'affaire, on parle d'armée : Kolwesi ou le Tchad.

- LE PRESIDENT.- On en parle ! Vous en parlez ! Nous, nous parlons avec des responsables africains de

tout autre chose. Les côtés scandaleux - qui sont rares mais qui existent - attirent l'attention, l'attention de la presse mais aussi l'attention du public. Il n'est pas anormal qu'on en parle, c'est même sain £ mais il ne faut pas oublier que cela focalise l'ensemble des attentions et des conversations.

- En vérité, ce n'est pas ce type de sujets qui nous occupe : ce sont essentiellement les problèmes économiques. En dépit de tout ce qui a été accompli - la France a accompli énormément - le continent africain dans son ensemble, et surtout l'Afrique noire, recule objectivement. Alors qu'elle s'est donné les moyens, très souvent par des équipes humaines très remarquables, par un travail très consciencieux, par l'éveil de populations aux technologies modernes, mais la situation internationale joue contre eux : ce sont les taux d'intérêt trop élevés, c'est la spéculation sur les matières premières, c'est l'absence de ressources apportées par la Banque mondiale pour la production d'énergie autre que le pétrole, c'est la limitation des aides multilatérales qui auraient permis une autosuffisance alimentaire, c'est, c'est.... la liste est longue ! et puis ce sont aussi les crises dues à la nature, à la famine des pays du Sahel, etc.. Donc, objectivement, cela recule mais ce n'est pas normal £ tant d'efforts sont faits ! La France se fait l'avocat de l'Afrique, notamment pour la création d'un Fonds spécial pour l'Afrique, pour que sur le problème de l'endettement, l'Afrique soit examinée dans sa réalité particulière, originale.\

`Suite sur la croissance du sous-développement en Afrique`

- La France est donc véritablement l'amie qui défend auprès des pays industrialisés la cause des pays d'Afrique francophones. Prenez le contraire de ce que je viens de dire : il faudrait organiser le cours des matières premières : cela a été fait par exemple pour le sucre, pourquoi est-ce que cela ne serait pas fait pour d'autres productions ? Il y a véritablement des ressources pour des productions d'énergie, et pour l'autosuffisance alimentaire £ des sources d'énergies multiples font que l'on peut avoir des productions infiniment plus nombreuses et plus abondantes que dans un pays comme la France qui pourtant dispose d'un sol excellent. Tout cela est à faire mais tout cela n'est pas fait. Pourquoi est-ce que cela n'est pas fait ? Parce que la France ne peut pas suffire à tout, parce que les puissances industrielles se sont repliées sur elles-mêmes, parce que l'on a substitué trop d'aides bilatérales aux aides multilatérales, parce qu'on a confondu souvent économie et stratégie militaire, et il ne s'agit pas de la France quand je parle de cela. Bref, l'accent doit être mis sur l'économie qui permettra le progrès social, qui permettra à chacun de ces pays d'être véritablement indépendant. Après avoir conquis l'indépendance politique, il faut qu'ils acquièrent l'indépendance économique c'est-à-dire la dignité de l'homme, les chances collectives et individuelles.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous venez de parler de stratégie économique et vous avez évoqué en une phrase la stratégie militaire : c'est quand même important dans les relations entre Paris et l'Afrique ?

- LE PRESIDENT.- Naturellement. D'ailleurs vous avez parlé tout à l'heure de quelques scandales, fondés ou non - ce n'est pas mon problème - mais enfin des choses qui attirent l'attention, l'émotion, l'indignation le cas échéant, et vous avez dit aussi qu'on ne parlait de l'Afrique qu'au travers des aventures militaires. Vous avez cité Kolwesi et vous avez cité le Tchad. La France n'est pas à l'origine de ces choses. On intervient de temps à autre pour corriger des interventions extérieures qui pourraient déstabiliser un pays étant entendu que la France n'a pas pour mission, ne s'est pas donné pour mission de régler les problèmes intérieurs, c'est-à-dire les luttes entre factions, entre partis, entre ethnies. Ce n'est pas notre affaire.

- Mais de temps en temps, nous devons remplir des obligations internationales. La France a signé, dans les dernières décennies, un certain nombre de traités de coopération militaire avec, disons une dizaine de pays d'Afrique noire. Si ces pays font appel à la France parce qu'une menace extérieure pèse sur eux, il est normal que la France soit présente. C'est ce qui s'est produit récemment au Togo. Quant au Tchad, c'est tout à fait différent. Mais cela exigerait une discussion à part.

- Moi, j'ai trouvé le Tchad entièrement occupé ou contrôlé par la Libye. J'ai pu après 1981 écarter ce pouvoir de la Libye sur la totalité, puis sur la partie utile du Tchad, là où il y a une population, là où il y a une production, là où il y a un gouvernement, là où il y a une unité de ce pays. Il me semble que ce que nous avons fait permet aujourd'hui d'espérer qu'on en finisse avec ce drame. Enfin notre vie n'a pas été occupée que par cela. Notre vie quotidienne est occupée par des travaux civils et je vous le répète, par l'aide amicale, l'entraide afin de parvenir à améliorer la situation économique de l'Afrique noire.\